



'PACE
ENVIRONNEMENT



Zac départementale Chérioux à Vitry-sur-Seine



CHARTRE CHANTIER A FAIBLES NUISANCES

ESPACES COMMUNS

Version A du 02/06/2016

SPE	Charte Chantier à faible nuisances – Espaces communs	A	02 06 16
EMETTEUR	INTITULE	VERSION	DATE



S'PACE Environnement - 111, Rue Molière - 94200 IVRY SUR SEINE

Tél. : 01.45.15.51.11 – space.environnement@blueholding.com Groupe S'International - www.s.archi

Société Anonyme d'Architecture et d'environnement au capital de 600 000 Euros - R.C.S. 319 294 351 00055

INDICE	DATE	MODIFICATIONS	ETABLI PAR	VERIFIE PAR
A	02 06 2016	1 ^{ère} émission pour réunion de travail du 9 juin 2016	Sophie VITEL	Simon DIARD

Sommaire – Introduction – Conclusion

Sommaire – Introduction – Conclusion	p.3
0. Préambule	p.4
1. Engagement pour la mise en œuvre d'un chantier à faibles nuisances	p.5
2. Cahier de prescriptions environnementales de chantier (CPEC)	p.7
2.1. Organisation du chantier et définition des responsabilités	p.7
<i>2.2.1. Principaux objectifs de la Charte</i>	<i>p.7</i>
<i>2.1.2. Exigences et critères de sélection de l'entreprise</i>	<i>p.8</i>
<i>2.1.3. Pénalités</i>	<i>p.8</i>
<i>2.1.4. Management de la Qualité Environnementale</i>	<i>p.8</i>
<i>2.1.5. Rôle de SADEV</i>	<i>p.10</i>
<i>2.1.6. Maîtrise d'œuvre d'exécution</i>	<i>p.11</i>
<i>2.1.7. Responsable Chantier à Faibles Nuisances</i>	<i>p.11</i>
<i>2.1.8. Coordonateur SPS</i>	<i>p.12</i>
<i>2.1.9. Préparation du Chantier</i>	<i>p.12</i>
2.2. Modalités de suivi du chantier à faibles nuisances	p.14
2.3. Prescriptions générales applicables au chantier	p.15
<i>2.3.1. Respect de la réglementation</i>	<i>p.15</i>
<i>2.3.2. Gestion des nuisances</i>	<i>p.15</i>
<i>2.3.3. Gestion des consommations</i>	<i>p.18</i>
<i>2.3.4. Gestion des déchets</i>	<i>p.19</i>
<i>2.3.5. Gestion des risques</i>	<i>p.25</i>
<i>2.3.6. Formation et information des compagnons</i>	<i>p.26</i>
<i>2.3.7. Considération des riverains</i>	<i>p.26</i>
<i>2.3.8. Gestion écologique</i>	<i>p.27</i>
<i>2.3.9. Bilan de fin de chantier</i>	<i>p.29</i>
3. Documents à produire	p.30
4. Annexes	p.32

0. PREAMBULE

La ZAC départementale Chérioux s'inscrit dans une démarche de respect de l'environnement et de développement durable du territoire, ce qui explique la réalisation de la présente Charte Chantier à Faibles Nuisances.

Celle-ci reprend et s'appuie sur le **Règlement de chantier** de l'aménageur SADEV, réalisé en juin 2015.

Un **chantier respectueux de l'environnement** est le prolongement naturel et indispensable des efforts de qualité environnementale, qui président à la conception d'une opération s'inscrivant dans une telle démarche.

Tout chantier de travaux génère des nuisances sur l'environnement proche. L'objectif est donc de limiter au maximum ces nuisances au bénéfice des usagers, du personnel travaillant sur le chantier de l'environnement.

La réduction de ces nuisances et la bonne communication autour du chantier permettent une meilleure acceptation par les riverains et participent à l'image de la future opération.

La charte chantier à faibles nuisances comprend :

- l'**engagement**, qui rappelle les enjeux du chantier à faibles nuisances, recueille la signature des parties, et acte la participation de l'opérateur dans cette démarche volontaire,
- le **cahier des prescriptions et recommandations**, qui détaille les objectifs en termes de gestion des déchets, réduction des nuisances et limitation des pollutions, ainsi que les moyens techniques et organisationnels pour les atteindre.

La signature de la charte atteste que les parties ont compris les enjeux liés à la conduite d'un chantier à faibles nuisances de l'ensemble de ces éléments et s'engagent à mettre en application les moyens présentés dans le cahier de prescriptions et recommandations.

1. ENGAGEMENT POUR LA MISE EN ŒUVRE D'UN CHANTIER A FAIBLES NUISANCES

La présente charte décrit les exigences et recommandations visant à optimiser la Qualité Environnementale du chantier en minimisant ses nuisances tant pour le personnel du chantier que pour les usagers et l'environnement urbain. C'est un **engagement signé par tous les intervenants du chantier**.

La charte est un élément contractuel entre l'aménageur et les entreprises de marché de travaux : sa signature est un préalable obligatoire aux marchés de travaux proprement dits.

Sont rappelées ci-après les principales nuisances susceptibles d'être engendrées sur ce chantier et **contre lesquelles toutes les dispositions nécessaires devront être mises en œuvre, afin de les réduire au maximum** :

- la production de déchets de construction : la prise en compte des déchets s'inscrit dans l'évolution actuelle et, notamment, la fermeture des décharges et l'obligation de tri sélectif. Il est impératif de prendre des dispositions pour, d'une part, réduire les déchets de chantier, et d'autre part, de trier les déchets produits afin d'en recycler ou d'en valoriser le maximum ;
- les bruits engendrés par les camions, engins et matériels utilisés : ces bruits peuvent nuire à la santé des travailleurs postés sur le chantier et perturber la tranquillité des usagers ;
- les problèmes de circulation et de stationnement ;
- la pollution de l'air, du sol et des réseaux, tant sur le site que, de manière induite au niveau des centres d'enfouissement techniques (décharges maintenant réservées aux déchets ultimes) et des centres de traitement des déchets ;
- la poussière dégagée sur les voies autour du site ;
- la poussière, les boues, voire les déchets éparés qui volent, sont à la fois des nuisances visuelles et des risques pour la sécurité.

L'engagement des entreprises signataires de la présente Charte traduit leur volonté de réduire les impacts environnementaux et les nuisances du chantier par le respect d'exigences concernant :

- l'information des usagers pendant les travaux et la prise en compte des éventuelles remarques ;
- l'information et la formation délivrées à tous les intervenants du chantier pour la conjugaison des efforts d'organisation et la multiplication des gestes verts qui se traduiront par la réduction des impacts environnementaux ;
- l'information sur les produits dangereux ;
- le choix des produits et procédés de construction, permettant en particulier la réduction des transports et des déchets à la source ;
- la réduction des déchets générés sur le chantier et leur gestion optimisée (tri, traçabilité et valorisation) ;
- la maîtrise du bruit ;
- la réduction des pollutions potentielles de l'air, du sol et de l'eau ;
- la réduction de la pollution visuelle et le maintien de la propreté générale du chantier ;
- la réduction des perturbations du trafic ;
- la maîtrise des consommations d'eau et d'énergie sur le chantier et sur la base vie.

Certaines de ces exigences sont purement réglementaires, d'autres vont au-delà et traduisent la volonté du Maître d'ouvrage et de son mandataire d'œuvrer dans le sens d'une démarche environnementale pour cette opération.

Les exigences sont détaillées ci-après. Chaque signataire de la présente charte s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour respecter et appliquer ces prescriptions.

Chaque entreprise titulaire d'un marché de travaux traduit les prescriptions dans son organisation de chantier au travers du **Plan de Prévention Environnementale de Chantier (PPEC) qu'elle établit.**

L'ensemble des mesures prévues sont réputées incluses dans les prix de l'entreprise, même si celles-ci ne sont pas rappelées au cahier des charges des lots concernés.

La démarche « chantier à faibles nuisances » s'inscrit dans une démarche globale de management de la Qualité Environnementale. Le respect de ces exigences est obtenu grâce à des mesures préventives, de contrôles et de corrections.

Chaque entreprise titulaire d'un marché de travaux concernant l'aménagement des espaces communs de la ZAC départementale Chérioux s'engage à transmettre et à faire signer la présente Charte à toute entreprise sous-traitante éventuelle qui sera tenue d'en respecter le contenu.

Fait en un seul original

A

Le

**Mention(s) manuscrite(s) "Lu et approuvé",
signature et cachet de l'entrepreneur**

L'aménageur SADEV

L'Entreprise

2. CAHIER DE PRESCRIPTIONS ENVIRONNEMENTALES DE CHANTIER (CPEC)

2.1. Organisation du chantier et définition des responsabilités

2.1.1. Principaux objectifs de la Charte

L'organisation du chantier :

Un Chantier à Faibles Nuisances passe avant tout par une bonne gestion de chantier. C'est pourquoi il sera imposé la nomination au sein de l'entreprise générale d'un Responsable Chantier à Faibles Nuisances, chargé de veiller au respect de la Charte.

Gestion des déchets de chantier :

- Gérer spécifiquement chaque type de déchets par un tri sur place et la valorisation des déchets en fonction des filières locales (stockage séparatif, assurance du traitement après enlèvement...). Cela afin d'optimiser le tri, et l'espace utilisé pour les bennes de tris par exemple.
- Tendre vers une **valorisation de 70% minimum** des déchets de chantier (par rapport à la masse totale de déchets générés) et vers une **valorisation matières de 20% minimum**.
- Récupérer **100% des bordereaux de suivi des déchets** de chantier **réglementés** (amiante, DIS, Emballages) **et des déchets non réglementés**.

Réduction des déchets et nuisances de chantier :

Au regard de la situation du chantier, une attention particulière sera apportée à la réduction des nuisances causées, qu'elles qu'en soient leur nature (sonores, visuelles, olfactives, etc.) :

- Réduire les émissions sonores pour les riverains et les vibrations,
- Réduire les émissions polluantes atmosphériques, la production de poussières et de boue pour les riverains et le personnel du chantier,
- Aménager la délimitation du chantier afin de réduire à son minimum les nuisances et les risques occasionnés à la circulation et au stationnement des riverains (quel que soit le mode de déplacement...),
- Réduire les émissions polluantes pour les sols,
- Réduire les consommations d'eau et d'énergie et optimiser leur gestion.

Favoriser la communication avec les riverains :

L'information et la concertation sont primordiales d'autant plus qu'une **zone pavillonnaire** est attenante au site (ex : présentation du phasage de travaux et des nuisances induites). Il est aussi nécessaire, dans ce cadre, de prévenir des périodes et de l'évolution du chantier (prévenir des périodes particulièrement sensibles).

2.1.2. Exigences et critères de sélection de l'entreprise

➤ **Signature et respect du règlement**

Ce règlement doit être respecté par l'entreprise générale ainsi que par ses sous-traitants éventuels participant à l'opération. Il est donc fortement recommandé d'annexer cet engagement au dossier marché des entreprises sous-traitantes. L'entreprise générale s'engage donc à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour mettre en place ces prescriptions.

Le choix de l'entreprise, en plus des autres critères, se fera également selon la réponse apportée concernant l'organisation proposée dans le cadre du chantier.

➤ **Informations de compétences**

Il est demandé aux entreprises de répondre au **Plan d'Assurance Environnementale** (Cf. Annexe 1) concernant les compétences environnementales et l'organisation qu'elles vont mettre en œuvre durant le chantier. Ce questionnaire dûment complété devra être joint au dossier d'appel d'offre.

Les questions traitent notamment :

- de l'expérience éventuelle de l'entreprise en termes de « Chantier à Faibles Nuisances »,
- de la politique interne de démarche environnementale,
- des formations particulières liées à l'environnement suivies par les ouvriers,
- des moyens humains et matériels mis à disposition pour le chantier,
- des moyens de tri sélectif et de gestion des déchets qui seront mis en place.

Les éléments de réponse à ces critères cités doivent être rendus par l'entreprise avec le dossier de réponse à l'appel d'offre. La pertinence de ce document réponse sera prise en compte dans le choix de l'entreprise.

2.1.3. Pénalités

En cas de non-respect des exigences listées dans cette charte, l'entreprise s'exposera à des pénalités. Ces pénalités sont définies dans le CCAP.

Si le tri sélectif est effectué sur chantier et que les dispositions liées au respect de ce tri sélectif ne sont pas respectées, il y aura prise en charge intégrale du surcoût des bennes déclassées par l'entreprise responsable.

La maîtrise d'œuvre se réserve le droit de vérifier la bonne application par l'entrepreneur des dispositions contenues dans le présent document. Pour cela, des contrôles inopinés seront effectués par le maître d'ouvrage et le responsable SPS.

2.1.4. Management de la Qualité Environnementale

Le marché étant établi en macro-lots, le Management de la Qualité Environnementale du chantier sera organisé suivant les principes suivants :

- **L'entreprise titulaire du lot Voirie** désignera un **Responsable Chantier à Faibles Nuisances**, qui sera responsable de l'application de la charte pour l'exécution du marché de l'entreprise et coordonnera la

réponse de l'ensemble des autres lots, en particulier pour la gestion des déchets de chantier. Il sera donc responsable de l'organisation de la collecte, du tri et de l'évacuation des déchets vers les exutoires adaptés.

Le détail de la mission est présenté plus loin.

- **Chaque Entreprise titulaire d'un ou plusieurs lots autre que le lot Voirie** désignera un **Responsable Environnement Entreprise**, qui sera responsable de l'application de la charte pour l'exécution du marché de l'entreprise et s'engagera à respecter les directives du Responsable Chantier à Faibles Nuisances et les dispositions prévues.

Les frais liés à l'application de la Charte Chantier à Faibles Nuisances et son CPEC, y compris les frais d'évacuation et d'élimination des déchets non valorisables, seront affectés au compte prorata et gérés par le Lot Voirie. Les dispositions relatives à la définition et la gestion du compte prorata sont définies dans le CCAP.

Le management de la Qualité Environnementale sera également suivi par l'équipe de maîtrise d'œuvre et l'équipe AMO Développement Durable, en coordination avec le Coordonnateur SPS du chantier, pour s'assurer de l'atteinte des objectifs.

En démarrage de chantier, **chaque entreprise** remettra, à SADEV et S'PACE Environnement, pour approbation, son « **Plan de Prévention Environnement de Chantier** » (PPEC).

Sa structure, laissée au choix de chaque entreprise, devra décrire les procédures, les moyens de contrôle et les actions que l'entreprise mettra en œuvre pour limiter les impacts et réduire les risques de l'activité du chantier sur l'environnement, conformément aux dispositions du présent document. Il doit être **spécifiquement adapté aux interventions de l'entreprise**.

Le PPEC contiendra à minima les chapitres suivants :

- le nom du Responsable Chantier à Faibles Nuisances pour l'entreprise Voirie ; le nom du Responsable Environnement Entreprise pour les autres entreprises.
- **un SOGED (Schéma d'Organisation de GEstion des Déchets)**, précisant, en fonction des limites de prestations du compte prorata :
 - les dispositions pour réduire les déchets à la source ;
 - **la liste des déchets que l'entreprise va produire par catégorie et leur quantification en masse ; ainsi que le détail par phase si nécessaire** (si production très différente en fonction des phases de chantier) ;
 - la définition précise des déchets qui seront gérés par le compte prorata et ceux qui seront gérés directement par l'entreprise ;
 - le niveau de tri envisagé et l'identification des besoins de zones de tri associés, ainsi que des zones de stockage / regroupement temporaire à proximité des postes de travail ;
 - le prestataire de collecte et de traitement des déchets choisi en argumentant les critères de ce choix et l'indication du taux de valorisation garanti par ce prestataire ;

- l'organisation du tri et du transport des déchets produits par les entreprises depuis les postes de travail jusqu'à la plate-forme de tri et de stockage des déchets du chantier ;
 - l'organisation de la collecte des déchets par le ou les prestataires ;
 - les moyens de contrôle de la qualité du tri et les procédures d'actions correctives si les consignes sont mal respectées ;
 - le mode de traçabilité du suivi des BSD et des taux de valorisation.
- l'identification des **risques de nuisances et pollutions qui pourront potentiellement être engendrées par l'intervention spécifique de l'entreprise** (la contextualisation de ces éléments est primordiale pour permettre une réponse très concrète).
 - **les actions pour limiter les nuisances dues au chantier, spécifiquement identifiées précédemment**, concernant notamment le bruit, les pollutions et les poussières ; et les procédures d'actions correctives en cas d'accidents environnementaux.
 - les moyens pour réduire les consommations d'eau et d'énergie sur le chantier et les moyens prévus pour le suivi de ces consommations (suivi assuré par le lot Voirie).
 - les moyens de **formation et information prévus** concernant les indications et consignes de tri, et de réduction des nuisances et pollutions, à destination des compagnons.
 - **pour l'entreprise Voirie : l'intégration au Plan d'Installation de Chantier des dispositions concernant :**
 - le schéma des flux de livraison et aires de stationnement prévues pour les livraisons ;
 - les aires de stationnement pour les véhicules des compagnons ;
 - la localisation des bennes à déchets.
 - **les moyens de contrôle mis en place et les justificatifs prévus.**

2.1.5. Rôle de SADEV 94

SADEV 94 assure la mission suivante :

- Vérifier la conformité de l'offre et de l'organisation de l'intervention des entreprises avec les exigences ;
- Définir avec le Responsable Chantier à Faibles Nuisances de l'entreprise titulaire de la formation qui sera effectuée auprès des compagnons (livret d'accueil et 1/4h environnement) ;
- Recueillir au démarrage de l'opération le PPEC établi par l'entreprise ;
- Effectuer dans le cadre de la réunion de chantier, un point mensuel sur la Qualité Environnementale du chantier ;
- Définir des modes de communication et d'information des riverains ;
- Collecter, auprès du Responsable Chantier à Faibles Nuisances de l'entreprise, les bordereaux de suivi des déchets, les rapports périodiques ;
- Etablir le rapport final de bilan de l'opération.

2.1.6. Maîtrise d'œuvre d'exécution

La Maîtrise d'Œuvre d'Exécution, spécifique aux espaces communs, **aura à charge les missions suivantes :**

- Participer à la réunion de présentation sur la démarche environnementale,
- Vérifier le respect de la Charte Chantier à Faibles Nuisances tout au long du chantier,
- Vérifier la conformité des produits mis en œuvre par l'entreprise avec les objectifs environnementaux du programme,
- Rédiger un paragraphe relatif à la Qualité Environnementale dans le compte-rendu de réunion de chantier hebdomadaire (avec notamment les relevés des consommations d'eau et d'électricité du chantier et de base vie transmis par le Responsable Chantier à Faibles Nuisances),
- Valider les documents élaborés par le Responsable Chantier à Faibles Nuisances et s'assurer de leur mise à jour.

2.1.7. Responsable Chantier à Faibles Nuisances

Le Responsable « Chantier à Faibles Nuisances » sera désigné au sein de **l'entreprise gestionnaire du compte prorata** et assurera le contrôle des engagements communs à l'ensemble des entreprises contenus dans le présent document, et ce, pendant toute la durée du chantier.

Le Responsable Chantier à Faibles Nuisances sera un salaire présent sur le chantier, pouvant bénéficier de la part de son entreprise du soutien d'un **responsable Qualité Sécurité Environnement (QSE)**.

Dans ce cadre, le Responsable Chantier à Faibles Nuisances **assurera les missions suivantes :**

- participer à la réunion de présentation sur la démarche environnementale et le chantier à faibles nuisances ;
- fournir l'ensemble des documents requis au MOE Exe ;
- constituer le Plan de Prévention Environnementale de Chantier (PPEC) de son entreprise incluant les dispositions communes à tous les lots ;
- réaliser le Plan d'Installation de chantier en intégrant les dispositions de la Charte présente ;
- s'assurer de la fourniture par chaque entreprise de leur propre PPEC, y compris leur propre SOGED, et de leur adéquation avec les dispositions générales communes à tous et gérées par le compte prorata (lot Voirie) ;
- garantir ensuite le respect du CPEC par chaque entreprise ;
- fournir les fiches des éventuels produits dangereux utilisés par chaque entreprise ;
- organiser l'accueil des entreprises et notamment :
 - o la diffusion d'un livret d'accueil (rédigé par le Responsable Chantier à Faibles Nuisances de l'entreprise) exposant les dispositions adoptées pour la gestion d'un chantier à faibles nuisances et informations sur les contraventions encourues ;
 - o l'information et la sensibilisation du personnel des entreprises lors de la remise des autorisations nominatives d'accès au chantier ;
 - o la tenue d'un registre assurant la traçabilité des sensibilisations - formations des compagnons selon les modalités prévues ;
 - o l'affichage à l'entrée du chantier, sur les lieux de passage et à proximité des cantonnements des panneaux rappelant les consignes à respecter et les principales exigences relatives au

bruit et au tri des déchets. Ces panneaux, réalisés par le Responsable Chantier à Faibles Nuisances, seront maintenus en bon état de propreté durant la totalité du chantier.

- présenter à l'aménageur le bilan de la Qualité Environnementale du chantier à l'occasion d'une réunion spécifique ;
- assurer l'application et effectuera le suivi des actions correctrices vers l'amélioration de la Qualité Environnementale décidées au niveau des réunions ;
- piloter la gestion des déchets : s'assurer de l'application des dispositions pour réduire la quantité de déchets produit, la qualité du tri, l'adaptation du stockage, le suivi du taux de valorisation, la collecte de 100% des bordereaux de suivi des déchets (reporting à réaliser dans un tableau de synthèse), **le suivi du bilan financier du traitement des déchets de chantier** ;
- organiser les moyens de recueil des demandes/plaintes des riverains, le suivi de leurs demandes, les consigner sur le registre prévu à cet effet. Veillera à leur prise en compte.

Le Responsable Chantier à Faibles Nuisances constitue la mémoire vivante de l'application du PPEC. Il consignera sur le chantier l'ensemble des documents produits pendant les travaux (cf. classeur chantier p.14) et notamment le registre des accidents environnementaux survenus pendant le chantier et le rapport de gestion de ces incidents. Il transmettra dès lors à la MOE d'exécution une synthèse mensuelle des informations suivantes :

- Des plaintes des usagers et de leur suivi,
- Des accidents environnementaux survenus,
- Du bilan de gestion des déchets (quantités produites par type de déchets, tri réalisé, pourcentage de déchets valorisés),
- Du bilan des consommations d'énergie (électricité, carburants fossiles consommés : engins divers et électrogènes) et d'eau,
- Dispositions appliquées afin de réduire les bruits de chantier,
- Des points positifs ou négatifs à prendre en compte pour les opérations futures.

Enfin, il organisera un bilan de chantier avec récapitulation de ces informations.

2.1.8. Coordonnateur SPS

Définie par la Loi 93 1418 du 31 décembre 1993 et par le Décret d'application 94 1156 du 26 décembre 1994, la mission du coordonnateur « SPS », intègre des préoccupations environnementales. Il coordonnera :

- La mise en place de la circulation des véhicules et des personnes sur le chantier,
- Les conditions de stockage et d'élimination ou d'évacuation des déchets,
- La maîtrise des nuisances pouvant porter atteinte à la santé des travailleurs, telles que bruit, émanations et poussières, substances et produits toxiques ou dangereux, etc.

2.1.9. Préparation du chantier

➤ **Parkings et voies de circulation**

Le Responsable Chantier, en dialogue avec la MOE et les autres entreprises, devra organiser les voies de circulations et les parkings, si besoin, pour :

- **le personnel de chantier,**

- les visiteurs du chantier,
- les engins du chantier,
- les camions de livraisons et de collecte de déchets.

Ces aménagements devront être faits en collaboration avec la commune et en considérant les horaires d'activités ou de grand trafic piéton et routier des équipements voisins. Si un espace suffisant est disponible, éviter un aménagement nécessitant des marches-arrière pour les camions, qui augmentent les risques d'accidents et les nuisances sonores.

Les différentes zones (accès, zone de stationnement, zone de stockage, zone de nettoyage, zone de tri des déchets, etc.) devront clairement être identifiées par des panneaux d'affichage et des flèches d'orientation.

Les entreprises devront s'équiper des panneaux de signalisation routiers nécessaires (feux verts, panneaux de ralentissement, de sortie de camions, etc.) et du personnel nécessaire pour la gestion de la circulation.

➤ **Plan d'Installation de Chantier**

Lors de la préparation du chantier, l'entreprise titulaire établira avec l'aide de la maîtrise d'œuvre d'exécution, le Plan d'Installation de Chantier (PIC) en prenant soin d'y représenter les éléments suivants :

- La limite de chantier,
- La base vie (positionnement, nombre de sanitaires, vestiaires, toilettes, cantine),
- L'arrivée des énergies et des fluides (avec point d'arrêt et compteur dont sous-comptages pour la base vie),
- L'entrée et la sortie des engins et camions avec si possible un sens unique (sortie distincte de l'entrée) et une zone tampon servant de parking temporaire,
- Les zones de stockage des matériaux produits,
- Les zones de déballage, découpage et/ou assemblage des matériaux,
- Les aires de tri et stockage des déchets.
- La zone de traitement des polluants possibles,
- La zone de manœuvre des engins (engins de terrassement, etc.),
- La zone parking pour les engins,
- Les zones de lavage (engins et roues des camions sortant du chantier),
- Le parking utilisable pour les véhicules du personnel,
- En cas de demande ou de possibilité de conservation de végétaux, la végétation et les éléments les protégeant.

Le PIC devra prendre en compte ces prescriptions, mais aussi les spécificités du site, exposées plus loin.

➤ **Base de vie**

Des solutions dans le but de réduire les consommations d'eau et d'énergie seront à apportées

Les toilettes et les douches seront ainsi situées en rez-de-chaussée afin de limiter les salissures et améliorer le confort. Les planchers des locaux seront étanches afin d'éviter les écoulements intempestifs au sol. Les

canalisations des eaux usées et des eaux vannes seront raccordées au système d'assainissement et devront respecter la réglementation départementale en la matière.

Chaque personne amenée à entrer dans la base de vie devra respecter la propreté des lieux en :

- nettoyant ses bottes avant de rentrer ou en les retirant,
- évitant de salir et/ou en nettoyant les douches et les toilettes.

De plus, lorsque les cantonnements restent en place pendant plus de 2 ans, ceux-ci devront être isolés et respecter la réglementation thermique en vigueur.

➤ **Délimitation du chantier**

A la fois pour délimiter le chantier et pour le sécuriser, une clôture sera mise en place et maintenue en état pendant la durée complète du chantier.

2.2. Modalités de suivi du chantier à faibles nuisances

➤ **Bordereaux de suivi**

Au moins **une fois par mois**, il sera fait **un point sur le déroulement du chantier** sur les critères environnementaux et procédé au cours de ces réunions à l'examen des bordereaux de suivi.

Ce point permet d'analyser les éventuels incidents environnementaux survenus, les plaintes reçues des usagers, de veiller au bon enlèvement des déchets de chantier, et de manière générale à la bonne application des dispositions prévues dans le PPEC et donc des réponses apportées à la Charte Chantier à Faibles Nuisances.

Les bordereaux suivants seront tenus à jour :

- Enregistrements des sensibilisations - formations des compagnons selon prescriptions particulières ;
- Bordereaux de gestion des remarques des usagers, portant indication du suivi des remarques et des réponses apportées ;
- Bordereaux de suivi des déchets portant indication du pourcentage des déchets traités par nature et des pourcentages de déchets valorisés par rapport à la masse totale de déchets générés ;
- Bordereaux de suivi des consommations du chantier :
 - Consommations d'énergie avec sous-comptages base de vie et chantier si prévu aux prescriptions particulières,
 - Consommations d'eau avec sous-comptages base de vie et chantier si prévu aux prescriptions particulières ;
- Bordereau des accidents environnementaux du chantier du chantier : un paragraphe spécifique au déroulement du Chantier À faibles nuisances sera intégré au compte-rendu de chantier.

➤ **Classeur de chantier à faibles nuisances**

Dans le cadre de ce **point mensuel**, mais aussi en cas de **contrôle sur chantier**, un **classeur de chantier** sera mis en place dans lequel seront indiquées toutes les informations relatives à la réalisation du chantier. Ce classeur constituera l'un des éléments nécessaires au suivi de la démarche QE et devra donc pour cela être complété au fur et à mesure de l'avancement du projet.










2.3. Prescriptions générales applicables au chantier

2.3.1. Respect de la réglementation

Les entreprises se conformeront aux lois, décrets, arrêtés, documents réglementaires et normatifs en vigueur dans leur dernière mise à jour à la date de la signature des marchés. Ils concerneront la gestion des déchets de chantier et la réduction des nuisances dues au chantier.

2.3.2. Gestion des nuisances

➤ Identification des sensibilités du site

Spécificités du site	Identification de la sensibilité du site par rapport aux types de nuisances								
	bruit, vibration 	poussière, envol de déchets 	perturbation circulation véhicule 	perturbation circulation douce (not. piétons) 	impact visuel, salissures 	risques pollution eau, air, sol 	risques de détérioration 	impacts sur réseaux publics 	sécurité risques pour la santé 
Caractéristiques physiques									
Sol composé d'argiles, de limons et marno-calcaires	-	-	-	-	-		-	-	
Biodiversité, espaces remarquables, plantations et espèces à préserver* ¹			-	-				-	
Relief relativement plat	-	-	-	-		-	-	-	-
Ruissellement EP	-	-	-	-					-
Activités voisines									
Zone pavillonnaire* ²							-	-	-
Voirie, circulation									
Circulation douce (not. piétons)						-		-	
Circulation véhicules						-		-	
Stationnement public chaussée			-			-		-	

Pas ou très peu d'impact	-
Impact identifié mais faible sensibilité	
Impact identifié, sensibilité moyenne	
Impact identifié, forte sensibilité	

Préservation du milieu naturel (faune, flore, végétation)*¹

L'étude d'impact insiste sur la préservation du milieu naturel. Le domaine constitue un élément important pour la **biodiversité « ordinaire »** et la **présence de nature au sein de milieux urbains denses**. Il participe, par ailleurs, à la **coulée verte Bièvres Lilas**.

Il comprend également un **espace boisé remarquable** et une **partie centrale** (pelouse et végétation) à conserver et valoriser.

Deux espèces faunistiques (mésange charbonnière et pic épeichette), et notamment leur habitat naturel, sont à maintenir pendant les travaux.

Certaines plantations existantes devront être conservées (**arbres jardin public**). Elles seront donc protégées durant toute la durée du chantier.

Proximité du voisinage*²

La parcelle étant dans un **quartier très habité**, un soin particulier devra être apporté afin de ne pas perturber la vie des habitants résidant à proximité (propreté, pas de nuisances sonores en dehors des horaires normales de chantier et pas de modification notoire de trafic).

➤ **Gestion du trafic et des livraisons**

Le Responsable Chantier à faibles nuisances veillera à ce que les camions de livraison et le stationnement des véhicules des compagnons **ne constituent pas une gêne à la circulation**.

Les dispositions suivantes pourront pour cela être mise en œuvre :

- signalétique spécifique au chantier (indication de l'itinéraire pour le chantier et des accès livraison),
- mise en place d'horaires de livraisons ou d'enlèvements,
- dimensionnement des aires de livraison adapté,
- délimitation de places de stationnement chantier (véhicules légers),
- définition d'un balisage pétons / véhicules,
- limitation de la vitesse.

Dans ce cadre, l'entreprise évaluera avec les services de la collectivité concernés, les procédures pour fluidifier les flux d'engins.

Les entreprises devront également entretenir et réviser les engins de chantier correctement (réglage CO₂, pas de fuite d'huile ou d'hydrocarbures, pneumatiques non usés), pour éviter toute immobilisation sur le chantier, préjudiciable au déroulement des opérations pouvant générer des émanations polluantes.

➤ **Gestion des nuisances sonores**

Le bruit auquel sont exposés le public et le voisinage relève de la législation issue du Code de l'Environnement (Décret n° 2006-1099 du 31 Août 2006).

Le bruit auquel sont exposés les salariés du chantier relève de la législation issue du Code du Travail (Décret n° 2006-892 du 19 juillet 2006).

L'entreprise devra élaborer un « **plan bruit** » définissant les modalités mises en œuvre (horaires, méthodes, matériel) pour réduire les nuisances sonores sur le site. La « plan bruit » devra inclure une planification des tâches bruyantes (dates et heures), ce qui permettra d'organiser les équipes et le matériel pour accomplir les tâches au même moment sur une durée plus courte.

Limitation des niveaux acoustiques des matériels (Cf. Annexe 6) :

Les niveaux sonores (pression acoustique) des engins et outils utilisés sur le chantier (hors dispositifs sonores de sécurité) seront **inférieurs ou égaux à 80 dB(A) à 10m de l'engin ou de l'outil et de 75 dB(A) entre 9h et 16h pour les bruits aériens.**

Valeurs auxquelles s'ajoute un **terme correctif dB(A)**, en fonction de la durée cumulée d'apparition du bruit particulier :

- 6 dB(A) pour une durée inférieure ou égale à 1 minute,
- 5 dB(A) pour une durée supérieure à 1 minute et inférieure ou égale à 5 minutes,
- 4 dB(A) pour une durée supérieure à 5 minutes et inférieure ou égale à 20 minutes,
- 3 dB(A) pour une durée supérieure à 20 minutes et inférieure ou égale à 2 heures,
- 2 dB(A) pour une durée supérieure à 2 heures et inférieure ou égale à 4 heures,
- 1 dB(A) pour une durée supérieure à 4 heures et inférieure ou égale à 8 heures,
- 0 dB(A) pour une durée supérieure à 8 heures.

Les engins listés à l'article 5 de l'arrêté du 18 mars 2002 et respectant les niveaux de la phase 2 des niveaux admissibles devront être utilisés sur le chantier avec **en priorité ceux qui affichent un niveau sonore inférieur, au moins à 5DbA, au seuil imposés par ledit arrêté.**

Dans le cas d'utilisation des **engins listés à l'article 6** du même arrêté, les entreprises devront fournir les informations sur le niveau sonore des engins. Ils devront posséder un **niveau de puissance acoustique maximum de 100 dB**. De plus, l'utilisation de ces engins devra être accompagnée d'une information auprès des riverains en précisant la date, l'heure et la durée de leur utilisation.

Des contrôles des niveaux de bruit par sonomètre pourront être imposés aux entreprises durant le chantier, à la demande du Maître d'ouvrage. Un maximum de précautions pour limiter le bruit sera pris par les entreprises présentes sur le chantier.

En fonction des caractéristiques du chantier, les entreprises devront :

- Utiliser des banches à serrage par clé dynamométrique et non au marteau ;
- Réaliser un suivi rigoureux des réservations qui évitera les reprises après des erreurs de coulage, pour la découpe des appareils moins bruyants, comme des scies à lame, seront utilisées ;
- Préférer les engins électriques à ceux qui sont pneumatiques, à service rendu équivalent ;
- Privilégier le béton auto-plaçant, pour réduire les interventions de vibrage ;
- Favoriser le recépage des têtes de pieux à la pince hydraulique en remplacement du marteau piqueur ;
- Si utilisation du marteau piqueur, éviter d'attendre que les bétons soient trop secs ;
- Utiliser des engins et matériels insonorisés.

Limitation des bruits de circulation :

Les bruits de circulation seront atténués par les mesures suivantes :

- Limiter ou regrouper les livraisons,
- Imposer aux chauffeurs l'arrêt des moteurs pendant les opérations de chargement et de déchargement,
- Organiser le plan de circulation et la fluidité pour éviter les manœuvres.

➤ **Gestion des nuisances visuelles**

Pour que le chantier soit le mieux possible accepté au public, le Responsable Chantier veillera à la propreté et l'aspect général du site. Les instructions de l'article 99.7 du règlement sanitaire départemental seront respectées :

- Propreté de la voie publique et points où sont exécutés les travaux en dehors du chantier,
- Clôture entourant le chantier ouvert sur voie publique assurant une protection et une interdiction d'accès au public.

Il sera également prévu :

- L'installation d'un poste d'arrosage pour le nettoyage des roues des camions et l'utilisation de balayeuse au besoin,
- Le nettoyage régulier du chantier et des voies d'accès : traces d'hydrocarbures au sol et boue sur les chaussées,
- Le nettoyage en fin de journée des zones de travail (notamment collecte des déchets),
- Le bétonnage ou gravillonnage des aires de transit des engins et véhicules afin d'en faciliter le nettoyage,
- Le maintien en bon état de la clôture du chantier, avec notamment l'effacement des graffitis et la préservation de son étanchéité tout au long des travaux,
- L'organisation et le balisage des zones de stockage,
- La couverture des bennes à déchets et leur humidification en cas de pluie,
- L'entretien des bungalows de chantier,
- L'organisation de l'aire de stockage des déchets et de l'aire de stockage des matériaux.

2.3.3. Gestion des consommations

Le Responsable Chantier à faibles nuisances **suivra de façon hebdomadaire les consommations d'énergie et d'eau pendant toute la durée du chantier.**

Avant tout, aussi bien pour la gestion de l'eau que celle de l'énergie, le chantier mettra en œuvre **un sous-comptage pour la base de vie** afin de pouvoir dissocier les consommations des cantonnements et du chantier. Ceci permettra de suivre les consommations afin de les analyser et de détecter les fuites.

Les dispositions suivantes devront également être mise en œuvre obligatoirement :

- Sensibiliser lors des réunions régulières organisées avec les ouvriers des entreprises principales et sous-traitantes ;
- Faire une campagne d’affichage dans les cantonnements et sur chantier ;
- Limiter l’énergie dans les baraquements via une détection de présence et/ou une horloge pour coupure d’électricité la nuit,
- Réutiliser les terres de terrassement sur site,
- Mettre en place des ferme-portes,
- Mettre en place un programmeur horaire des éclairages des bungalows de chantier avec extinction de l’éclairage de 20h à 7h le week-end,
- Mettre en place des chasses d’eau hydro économes et des robinets presto dans les baraquements,
- Couper l’alimentation générale en eau à la fin de chaque journée de travail,
- Privilégier les engins à gaz (à justifier par fiche de location, fiche d’entretien, ou autre),
- Relever les consommations d’eau et d’électricité une fois par semaine (fait par le REC) et bilan régulier des consommations avec analyse des valeurs afin de déceler d’éventuelles fuites ou surconsommations éventuelles.

2.3.4. Gestion des déchets

Il existe **trois niveaux de tri** possibles :

NIVEAU DE TRI			
Type de déchets	Tri niveau 1	Tri niveau 2	Tri niveau 3
DI (Déchets inertes) – pierre, béton, carrelage, etc.	1 benne	1 benne	1 benne
DIB (Déchets industriels banals) – Métaux (acier, cuivre), bois non traité, plâtre, etc.	2 bennes : - Métaux - Autres produits	4 bennes : - Métaux - Bois non traités - Plâtre - Autres produits	4 bennes : - Métaux - Bois non traités - Plâtre - Autres produits
DIS (Déchets industriels spéciaux) – Bois traités, peinture, solvants, pots souillés, colle, etc.	1 benne ou 1 conteneur	1 benne ou 1 conteneur	2 bennes ou 2 conteneurs : - Peinture (pots emballages souillés) - Autres produits
Déchets d’emballages (propres) – Palettes, bois, emballages plastiques, etc.	1 benne	1 benne	2 bennes : - Cartons - Autres emballages propres
TOTAL	5 bennes ou conteneurs	7 bennes ou conteneurs	9 bennes ou conteneurs

Il sera retenu sur l’opération **a minima le niveau 1**.

Le tri sélectif des déchets devra donc être organisé sur chantier : **5 bennes devront être au minimum installées** : déchets inertes, déchets industriels banals, déchets dangereux (DD ou DIS) et déchets d’emballages.

Les mélanges de différents déchets sont proscrits.

➤ ***Obligation pour le Responsable Chantier à Faibles Nuisances avant démarrage des travaux***

En phase préparation du chantier, le Responsable « Chantier à faibles nuisances », **en tant que gestionnaire du compte prorata**, inclut dans son Schéma d'Organisation de la Gestion des Déchets (SOGED), en plus des dispositions énoncées au chapitre « Management de la Qualité Environnementale » (2.1.4.), **toutes les dispositions pour coordonner la gestion des déchets produits par les entreprises et pris en charge par le compte prorata** :

- le repérage sur le Plan d'Installation de Chantier, à chaque phase du chantier, de la ou des zones de regroupement des déchets, avec la définition du nombre et de la nature des bennes, et ce en fonction des éléments fournis par les entreprises dans leur propre SOGED ;
- la signalétique qui sera installée au niveau des bennes de tri ;
- la procédure d'alerte auprès des Responsables Environnement Entreprises en cas de non tri ou de mauvaise qualité de tri.

L'objectif est de **ne pas dépasser les 5% de refus de tri** en centre de traitement ;

- la mise en place d'une procédure de suivi du remplissage des bennes, afin d'optimiser les rotations.

➤ ***Obligation pour le Responsable Chantier à Faibles Nuisances pendant les travaux et en fin de chantier***

Le Responsable Chantier à faibles nuisances assurera la gestion de l'enlèvement des bennes et de leur acheminement vers les filières de valorisation. Pour cela :

- Il fait le recensement des déchets qui seront produits avec indication des quantités prévisionnelles correspondantes et les inscrit dans le SOGED ;
- Il définit la chaîne de traitement et sélectionne les prestataires pour l'enlèvement et le traitement des déchets et reporte ces informations dans le SOGED ;
- Il veille à la mise à disposition des bennes, reste vigilant sur leur disponibilité et leur bon acheminement jusqu'aux lieux de décharges ou de valorisation, à l'échelle locale ;
- Il enregistre les bordereaux d'enlèvement et les bordereaux de remise dans les centres de traitement ; ainsi que tout justificatif de réutilisation, recyclage ou d'incinération afin de garder une trace écrite de l'évacuation et du mode de gestion des déchets hors du chantier ;
- Il réalise le suivi mensuel des déchets produits par type et en extrait la masse de déchets valorisés (expression du pourcentage par rapport à la masse totale de déchets générés) et le coût éventuel de valorisation.

En fin de chantier, il réalise le **bilan de la gestion des déchets**. Il récupère tous les justificatifs des entreprises pour les déchets non gérés directement par le compte prorata et **définit le taux de valorisation global du chantier au total et par type de déchets**. Il établit également la **synthèse du suivi de tous les BSD*** (sous forme de tableau reporting) et calcul le **taux global de refus de tri**.

*Afin d'effectuer au mieux la synthèse et le suivi, le Responsable Chantier à Faibles Nuisances devra tout au long du chantier récupérer les bordereaux de suivi et tenir un **journal des déchets** (Cf. annexe 5), où seront consignés et datés :

- Les enlèvements : quantités, catégorie, nature, destination, numéro de benne, immatriculation du camion, heure d'enlèvement, tonnage estimatif ;
- Les retours à la suite d'un refus du destinataire (coordonnées, motifs, heure de retour) ;
- Les incidents de tri relevés : erreur de benne, mélange, etc. ;
- Le prix de la gestion et du tri des déchets.

Chaque incident devra être traité en coordination avec les entreprises, le SPS, la maîtrise d'œuvre d'exécution et le maître d'ouvrage ou son représentant.

➤ ***Obligations pour chaque entreprise***

Sur le chantier, chaque entreprise a l'obligation de s'occuper du ramassage et du tri des déchets qu'elle génère (y compris l'emballage) et de les acheminer jusqu'aux bennes selon les dispositions adoptées aux conditions particulières pour la gestion des déchets.

Pour les déchets gérés en direct par les entreprises, celles-ci ont les mêmes obligations que le Responsable Chantier à Faibles Nuisances. Elles devront lui **fournir à l'avancement tous les justificatifs : notamment BSD et taux de valorisation**.

L'objectif final pour ce chantier est de valoriser au minimum 70 % de la masse totale des déchets. De plus, un minimum de 20% de valorisation matière est exigé.

Les déchets doivent être collectés de manière sélective sur le chantier. **Un pré-tri minimum est imposé** sur le site permettant de distinguer :

- les déchets inertes non souillés (béton, briques),
- les emballages (cartons, films plastiques, palettes),
- les déchets industriels banals autres que les emballages,
- les déchets industriels spéciaux,
- Les DEEE (déchets d'équipements électriques et électroniques),
- Les déchets ménagers.

Selon les opportunités locales de collecte et valorisation, il peut être intéressant de trier plus finement les déchets. En fonction des possibilités du site (emprise des bennes), ce tri sera réalisé sur place ou en centre spécialisé après enlèvement des déchets par un récupérateur spécialisé. Dans ce cas on pourra trier :

- déchets de béton propre,
- autres déchets inertes non souillés,
- bois,
- ferraille,
- aluminium,
- plâtre,
- papier et cartons,
- verre,
- autres déchets industriels banals (DIB).

Chaque entreprise présente sur le site assurera le nettoyage quotidien de ses zones de travail, l'amenée et le tri des déchets dans les bennes prévues à cet effet.

Les bordereaux sont obligatoires réglementairement pour le suivi des déchets spéciaux ou DIS, ils seront également édités pour les autres catégories de déchets (déchets inertes et déchets banals).

Le taux de récupération des bordereaux de suivi des déchets sera impérativement de 100% pour tous les déchets (réglementés ou non réglementés).

La qualité du tri sera à ce titre vérifiée quotidiennement par le Responsable Environnement Chantier. Dans tous les cas, **il ne sera pas accepté de dépasser 5% de refus de reprise ou de recyclage.**

➤ **Signalétique**

Le Responsable Chantier à faibles nuisances devra procéder à la mise en place de la signalisation sur la plateforme de regroupement des déchets et d'affiches d'information à plusieurs endroits du chantier.

Chaque benne, chaque contenant sera identifié par **une couleur, un numéro et un pictogramme** représentant les matériaux à déposer, afin que les bennes soient vues et identifiées par toute personne travaillant sur le site.

➤ **Aires de stockage**

Les bennes devront être accessibles facilement par les ouvriers et par les camions chargés de l'enlèvement. Leur disposition devra permettre le contrôle visuel du contenu des bennes et de la qualité du tri. Les aires de stockage seront aménagées de façon à éviter que des personnes étrangères au chantier ne puissent y déposer d'autres déchets. Une délimitation pourvue de panneaux et de barrières sera donc à prévoir.

La mise en place de **bacs de rétention** pour le stockage des produits dangereux (carburants, peintures, etc.) est à prévoir.

Le sol des zones de tri/stockage doit être protégé grâce à la **présence d'un film étanche résistant recouvert d'une couche de béton** pour éviter les infiltrations.

Il est également rappelé que l'aire de stockage ainsi que les bennes à déchets doivent être clairement signalisés afin de faciliter l'identification de leur contenu et le tri à effectuer.

➤ **Mode de traitement des déchets**

L'entreprise doit établir la liste estimative, la nature et les quantités de déchets produits selon l'avancement du chantier (Cf. annexe 1 à compléter). Ces documents devront être complétés d'informations concernant le mode retenu pour l'élimination des déchets, en adéquation avec le site, ainsi que l'estimation du coût correspondant et ceci au plus tard en phase démarrage de travaux. Il est indispensable de privilégier comme mode de traitement des déchets le réemploi (palettes), le recyclage (plastiques), la valorisation matière (gravats) et la valorisation énergétique (brûlage DIB) et d'éviter au maximum l'enfouissement.

Lors du déroulement du chantier, et afin d'en conserver une parfaite traçabilité, la ou les entreprises chargées de la gestion des bennes devront demander à ce que soit précisé sur leurs bordereaux de suivi des déchets le mode de traitement qu'ils ont subi. Ceci devra être défini durant la phase de préparation de chantier.

Chaque benne sera équipée de bâches ou de filets pour le transport afin d'éviter toute dispersion. Un panneau indiquera le nombre de bennes ainsi que les cycles d'enlèvement.

➤ **Limitation des volumes et quantités de déchets**

La production de déchets à la source pourra être réduite, par exemple :

- En privilégiant la préfabrication ou fabrication hors site (Obligatoire) ;
- En privilégiant les matériaux livrés en vrac ;
- En préférant la production de béton hors du site ;
- En réfléchissant aux modes d'approvisionnement afin de réduire la quantité des emballages ;
- En évitant les déchets de polystyrène par la réalisation des boîtes de réservation en d'autres matières (blocs de béton cellulaire, acier ...) ;
- En réduisant les gravats de béton par une bonne préparation du chantier, des plans de réservation et des réunions de synthèse, qui évitent les repiquages au marteau-piqueur après coup ;
- En limitant les chutes de bois par la généralisation de coffrages métalliques et par le retour aux fournisseurs des palettes de livraison ;
- En contrôlant les emballages dès la passation des marchés avec les fournisseurs.

L'abandon, le brûlage sans autorisation et non motivé, l'enfouissement des déchets sur le chantier, le mélange de déchets dangereux avec d'autres déchets et les rejets dans les réseaux d'assainissement sont formellement interdits.

En cas de contamination d'une benne par un produit interdit ou d'une benne déclassée, le coût de retraitement de la benne sera imputé au responsable. Les refus de bennes seront répertoriés dans le classeur « Chantier à faibles nuisances », afin d'apparaître sur le bilan de chantier.

➤ **Centres de valorisation et de stockage de déchets**

Il y a lieu de veiller à limiter les déchets destinés à la décharge, en privilégiant leur valorisation via les filières de recyclage actuellement disponibles.

Il appartient dès lors aux entreprises, avant le commencement du chantier, de se préoccuper des **possibilités locales de collecte et valorisation des déchets**, de consulter le plan de gestion des déchets du bâtiment et des travaux publics sur les départements concernés.

Le prestataire choisi pour assurer la collecte et la valorisation des déchets pourra être choisi parmi une des filières locales identifiées, dans une logique de réduction des émissions dues aux transports.

Ci-dessous les prestataires les plus proches identifiés dans un rayon de 50 km (à noter que les centres d'enfouissement ne sont pas répertoriés ici, puisque l'objectif sera une valorisation maximale) :

(Source : <http://www.dechets-chantier.ffbatiment.fr/>)

Type de centre	Les plus proches du site (< 50 km)
Centre de recyclage inertes	MATRIF 8.45 KM VIGNEUX-SUR-SEINE
Centre de stockage inertes (classe 3)	CEMEX ATHIS-MONS 8.67 km ATHIS-MONS
Déchetterie professionnelle	YPREMA BONNEUIL 10.58 km BONNEUIL-SUR-MARNE
Plate-forme de regroupement et de tri BTP	CHEZE 11.69 km WISSOUS
	DOCKS DE LIMEIL-BREVANNES 12.7 km LIMEIL-BREVANNES
Centre de stockage Déchets Dangereux (classe 1)	CHEZE 11.69 km WISSOUS
Centre de stockage DIB (classe 2)	PAPREC VALORISATION 32.6 km LE BLANC-MESNIL
	PSE 33.73 km VERT-LE-GRAND
	SMF 34.1 km ORMOY
	SITA BRETIGNY 34.32 km BRETIGNY-SUR-ORGE
Déchetterie publique ouverte au BTP	SIREFOM ATHIS-MONS 9.12 km ATHIS-MONS
	CHEZE 11.69 km WISSOUS
	SITREVA EGLY 32.66 km EGLY
	SITREVA BRIIS-S/S FORGE 33.68 km BRIIS-S/S FORGE
	SITREVA SAINT-CHERON 39.35 km SAINT-CHERON

2.3.5. Gestion des risques

Les intervenants devront disposer sur le chantier des fiches de sécurité (FDS) des produits dangereux relatifs à leur lot.

➤ **Risque de pollution des sols**

Eaux de pluie / eaux usées :

En début de chantier, un pré aménagement du terrain sera réalisé afin de gérer les eaux de pluie et de matérialiser les voies principales de circulation.

Concernant les eaux usées :

- Etant donné l'absence d'un réseau communal de collecte des eaux usées, les eaux usées et vannes provenant du chantier devront être traitées par un dispositif d'assainissement autonome avant leur rejet au milieu naturel.
- **Une attention particulière devra être portée sur le respect de la réglementation sur les rejets d'eaux : interdiction de rejeter des produits nocifs, toxiques, susceptibles d'engendrer une pollution et de dégrader/détruire le système d'assainissement non collectif propre à l'aire (phytoépuration, ...).**

Selon la méthodologie employée par les conducteurs d'engins (vidanges, etc.), il pourra être nécessaire d'équiper le chantier d'un déboureur et d'un séparateur d'hydrocarbures.

Eaux de lavage :

Pour le nettoyage des toupies de béton et vidange : les produits issus du nettoyage et rinçage des toupies de béton seront déversés dans un bassin de traitement où les eaux de lavage seront récupérées, décantées et, si possible, réutilisées. La consommation d'eau en sera également réduite. Périodiquement, l'entreprise évacuera les dépôts de béton / laitance.

Après une nuit de décantation, chaque matin, l'eau claire sera réutilisée (lavage d'outils, humidification des sols) et le dépôt béton ira dans la benne à gravats inertes. Une formation par l'entreprise sera faite au bétonnier.

Le rejet d'effluents liquides non-traités est strictement prohibé.

Huiles :

Comme spécifié dans la réglementation (Décret 77-254 du 08 mars 1997, Décret 79-981 du 21 novembre 1979 sur la collecte et le traitement des huiles usagées et Directive 73/404/CEE du 22 novembre 1973), le rejet d'huiles, lubrifiants, détergents, ... dans le réseau communal d'égouts est strictement interdit.

Les entreprises prendront les dispositions permettant d'éviter ce type de rejet (récupération et enlèvement par un repreneur agréé pour les huiles usagées notamment).

L'huile végétale sera obligatoire pour le décoffrage. Les quantités mises en œuvre seront limitées au strict nécessaire. L'huilage des banches se fera sur une zone étanche où l'huile excédentaire sera récupérée.

Rejets accidentels :

Le responsable « chantier à faibles nuisances » s'assurera de la tenue en bon état sur le chantier des moyens de limiter les conséquences d'une pollution accidentelle.

Un kit de dépollution sera présent sur le chantier et les compagnons en seront informés par le biais du livret d'accueil et de la formation. Les sols souillés par des produits polluants seront évacués vers un lieu de traitement agréé.

Un étiquetage des produits, notamment dangereux, est par ailleurs à prévoir.

En cas de pollution, un dispositif de vigilance et d'intervention est à mettre en place.

➤ **Risque de pollution de l'air**

Le matériel de ponçage sera muni d'un aspirateur.

L'envol des poussières sera limité au maximum. Les engins utilisés seront munis d'un filtre à poussières. En période sèche, les espaces générateurs de ces éléments seront régulièrement arrosés artificiellement par les entreprises présentes sur le site.

L'utilisation de produits émetteurs de C.O.V. (Composés Organiques Volatils) sera limitée au maximum.

Les envois de matériaux seront évités en adaptant les techniques de mise en œuvre.

➤ **Nettoyage du chantier et des abords**

La propreté des véhicules sera contrôlée avant leur départ du chantier et des dispositifs de nettoyage seront prévus en sortie de site. Toutes les dispositions seront prises afin de limiter les salissures de boue à l'extérieur du chantier.

Les clôtures devront être en permanence propres et en bon état. Une zone point de vue pourra être aménagée sous forme de grillage.

Les aires bétonnées seront régulièrement balayées et le matériel de ponçage utilisé sera muni d'un aspirateur.

Des arrosages réguliers du sol, en période sèche, seront pratiqués afin d'éviter la production de poussières. L'eau utilisée sera celle récupérée après le lavage des outils.

Les bennes à déchets légers ne permettront pas l'envol de poussières et de déchets (bennes fermées).

Le déballage des matériaux devra se faire obligatoirement à proximité d'un moyen de collecte interne au chantier ou d'une benne appropriée selon le plan de gestion des déchets.

Tout feu sera interdit sur le chantier.

2.3.6. Formation et information des compagnons

Avant tout travail sur le chantier, tout nouvel intervenant sera formé par le Responsable Chantier à faibles nuisances au respect des exigences du chantier.

Lors de cette formation, un **livret d'accueil chantier vert**, élaboré par le responsable chantier à faibles nuisances de l'entreprise, sera remis au nouvel arrivant. Ce document reprendra l'essentiel des consignes environnementales visant au respect des exigences du présent document. **Il peut être couplé avec le livret d'accueil relatif à la sécurité.**

Des **réunions** sur les thèmes du tri des déchets, des pollutions et des nuisances seront également organisées.

2.3.7. Considération des riverains

➤ **Actions de communication pour les riverains**

Afin d'établir de bonnes relations avec le voisinage, il est important de lui **communiquer la démarche environnementale qui est mise en œuvre sur le chantier.**

Les actions contribuant à cette bonne entente seront à la charge de l'entreprise. Dans ce cadre, **devront être installés :**

- Une boîte aux lettres destinée à recevoir les réclamations des riverains,
- Un panneau informant des nuisances occasionnées par le chantier (heures de travaux bruyants, blocage des voiries, ...).

➤ **Gestion des remarques des usagers et des riverains**

Dispositions d'organisation relatives à l'information des usagers

L'information des usagers du site sera mise en œuvre par le Responsable chantier à faibles nuisances.

Une information permanente sera affichée sur la démarche de qualité environnementale du chantier, sur l'organisation du tri des déchets ainsi que sur la gestion des nuisances de chantier. Les coordonnées du Responsable Chantier à faibles nuisances seront présentes sur ce panneau.

Dispositions relatives au suivi des demandes et plaintes des riverains

Un dispositif de recueil des demandes et plaintes des usagers devra être mis en place (boîte aux lettres, répondeur,...). Le Responsable Chantier à faibles nuisances tiendra à disposition un registre recueillant les remarques émanant de personnes extérieures au chantier.

Le rapport mensuel fera état du suivi donné à ces remarques. Le suivi doit être traçable.

Le Responsable Chantier à faibles nuisances conservera la trace des demandes qui lui sont parvenues et des réponses qui ont été faites.

2.3.8. Gestion écologique

L'étude d'impact (mise à jour en novembre 2015) a révélé certains points sensibles liés aux spécificités du site. Ceux-ci sont repris dans le tableau p.15 concernant la gestion des nuisances.

Parmi ces points sensibles, les **arbres et plantes existantes** devront faire l'objet d'une **attention particulière** par les compagnons lors du chantier. **Ils seront ainsi protégés des agressions mécaniques et de la poussière, ainsi que localisés sur le PIC.** Il est donc demandé à toute entreprise intervenant sur le chantier de respecter les règles qui seront communiquées à ce sujet.

Le document ci-après est une **synthèse de l'étude d'impact concernant la préservation du milieu naturel**. Des préconisations en termes de **protection des arbres** sont également explicitées ci-dessous.



Pelouse variée



Pelouse centrale



Allée de marronniers

Synthèse : 2.2 - le milieu naturel

Pas de contrainte majeure sur le milieu naturel :

Le domaine Chérioux ne constitue pas un espace remarquable pour la biodiversité **remarquable** essentiellement en raison de l'entretien intensif actuel.

En revanche, il constitue un élément important pour la biodiversité « ordinaire » et la présence de nature au sein de milieux urbains denses. Il participe à la coulée verte Bièvres Lilas.

L'espace boisé est constitué à 97,5% d'éléments adultes, bien que remarquable. Peu de jeunes arbres sont présents sur le domaine. Ils sont presque tous de la même « génération » et leur renouvellement n'est pas assuré.

Le domaine n'est pas situé dans une zone protégée, mais la partie centrale (pelouse et végétation) est inscrite en élément paysager à préserver (L123.1.5.III.2 ou ancien article L123.1.5.7 du code de l'urbanisme) dans le PLU approuvé en Décembre 2013.

Présence de deux espèces inscrites à l'arrêté du 29 octobre 2009 :

Une attention particulière devra être apportée à la préservation du milieu naturel de ces deux espèces (mésange charbonnière et pic épeichette) notamment pendant la période de travaux.

Protection des arbres

Décaissement

Ne pas décaisser dans un rayon de 2m autour de l'arbre.

Circulation d'engins de chantier

Le tassement au sol causé par les engins de chantier nuit à l'aération des racines superficielles et à la porosité du sol. Il faut donc interdire le passage d'engins lourds dans la zone de développement racinaire (à moins de 2 m de l'arbre).

En cas de force majeure, si les engins lourds doivent circuler absolument, le pied de l'arbre devra être protégé par une couche de 20 cm de graviers (diamètre 15 à 20 mm) sur les sols, recouverte de plaques d'acier.

Protection des troncs

Pour éviter toute agression du tronc, une protection, lourde ou légère, temporaire autostable (non scellée dans le sol) est à mettre en place. Celle-ci doit être de 2m de hauteur minimum et suffisamment large pour ne pas blesser le tronc par frottement (0,15m d'écart minimum entre le tronc et la protection).

Autres éléments à prendre en compte pour la protection :

- Les éléments constitutifs de la protection doivent être pleins pour éviter un risque de choc direct contre l'écorce ;
- La protection doit descendre jusqu'au sol pour éviter l'entassement de matériaux lourds au pied des arbres et le déversement accidentel de produits toxiques ;
- Elle doit permettre un arrosage des jeunes sujets grâce à une ouverture de 8 cm de diamètre pour donner accès au drain ;
- Les éléments constitutifs de couleur verte et grise (idem pour les barrières) doivent avoir une surface anti-affichage efficace et dissuasive sur la face extérieure.

- Les protections peuvent être en bois.

Exemples de protection (source : Cahier des charges de la protection des arbres – Mairie de Paris)

Type: LEGERE
Dimensions :2000 X 750
Matériaux Profilé anti affiches en PVC
Nombre d'éléments :4
Section :2000 X 195
Forme : ondulation
Fixation :3 sangles 1000 + velcro



Type: LOURDE
Dimensions :H X L : 2,00 m x 1,00 m
Matériaux :ACIER
Nombre d'éléments :de 3 à 5
Section :CARRE -HEXAGONALE
Forme :CYLINDRIQUE



Collet

Zone de transition sensible entre le système racinaire et la partie aérienne de l'arbre, il faut éviter qu'à l'issue des travaux il se trouve au-dessus ou en-dessous du niveau du sol.

Transplantation (cas de force majeure)

La transplantation concerne uniquement les arbres de moins de 70 cm de circonférence. Un examen poussé pour chaque arbre visé devra être effectué selon l'essence. Cette solution est néanmoins à éviter du fait de la reprise de l'arbre qui est très aléatoire et du coût important de l'opération.

Abattage (cas de force majeure)

Si les abattages sont incontournables (raisons de sécurité par exemple), ils doivent faire l'objet d'une analyse fine et d'une procédure officielle d'abattage, en lien avec des contraintes réglementaires (PLU, site classé, etc.).

2.3.9. Bilan de fin de chantier

En fin de chantier, la MOE établira à partir de l'ensemble des informations fournies régulièrement par le Responsable Chantier, un bilan de chantier à faibles nuisances afin de mesurer les efforts et les dispositions environnementales mises en place.

Ce bilan doit notamment contenir les informations suivantes :

- Les réclamations des riverains et leur traitement,
- Les dispositions appliquées afin de réduire les bruits de chantier ;
- Les incidents ou accidents environnementaux internes durant le chantier, ainsi que le traitement des non conformités ;
- Les résultats détaillés sur les différentes qualités de déchets et le bilan financier de leur gestion.

Ce bilan synthétisera l'ensemble des données rassemblées pendant le chantier dans le **classeur « chantier à faibles nuisances »** et notamment les tableaux récapitulatifs et synthèses établies par le Responsable Chantier.

3. DOCUMENTS A PRODUIRE

1. A joindre avec l'offre

- PAE (en annexe) pour évaluer les compétences de l'entreprise dans le cadre d'un chantier à faibles nuisances.

2. Avant le démarrage du chantier

Préparer le chantier

- Plan d'installation de chantier ;
- Livret d'accueil pour les compagnons, à valider par la MOE ;
- Panneau de chantier précisant la synthèse des objectifs de l'opération à haute qualité environnementale ;
- Boîtes aux lettres et panneaux de sensibilisation, d'affichages dans les cantonnements ;
- Plan Bruit ;
- PPEC intégrant notamment :
 - o Les risques de pollutions et nuisances engendrés spécifiquement par les interventions de l'entreprise,
 - o Les engagements de l'entreprise explicitant les mesures environnementales qui seront prises pendant les travaux,
 - o Les moyens mis en œuvre.

Organiser la gestion des déchets

- SOGED (inclus dans PPEC) intégrant notamment :
 - o Quantification prévisionnelle des déchets du chantier par type,
 - o Planification du nombre et des installations de bennes au fur et à mesure de l'avancement,
 - o Nom et coordonnées du prestataire déchets,
 - o Taux de valorisation atteint par le prestataire.

Le Responsable Chantier à faibles nuisances prendra soin de renseigner l'ensemble des informations demandées à cet effet, et pourra se reporter au tableau donné en page suivante.

- Projet pour la signalétique « déchets sur le chantier ».

3. Au démarrage du chantier

- Distribution de la Charte Chantier à Faibles Nuisances à tous les chefs d'équipes (y compris sous-traitants) ;
- Documents de sensibilisation pour les ouvriers.

4. Au cours du chantier

- Carnet de bord du chantier avec photos, regroupant tous les documents ;
- Classeur de chantier à faibles nuisances comprenant :
 - o Des informations sur l'organisation du chantier,
 - o Des éléments de sensibilisation du personnel,

- Gestion des plaintes des riverains,
- Informations permettant d'appréhender et de limiter les nuisances acoustiques, visuelles et dues au trafic,
- Incidents vis-à-vis de l'environnement survenus sur le chantier,
- Documents relatifs à la gestion et aux incidents au niveau du tri des déchets,
- Relevés des consommations d'énergie, d'eau et d'électricité,
- Fiches d'informations environnementales des matériaux et produits mis en œuvre (notamment : FDS, FDES, certificats de provenance des bois),
- Fiches sur les engins de chantier qui seront utilisés précisant les niveaux sonores prévisibles,
- Bordereaux de suivi des déchets,
- Suivi de la formation des compagnons,
- Suivi mensuel des déchets par type avec BSD afférents, faisant apparaître le % de valorisation atteint,
- Fiches d'auto contrôle de l'entreprise relatives au tri des déchets et à la propreté du chantier,
- Fiches de modification de projets (FTM, matériaux, etc.) et d'actions correctives,
- Liste des interventions en cas de pollution accidentelle.

5. En fin de chantier

- Bilan de gestion des déchets de chantier avec approche économique et % de valorisation atteint justifié (attestation prestataire et exutoire) ;
- Mesures de contrôle des performances acoustiques in situ ;
- Contrôles, essais, formations, documentation, DOE, DUIO ;
- Calculs imperméabilisation et rétention conformes à l'exécution ;
- Bilan de chantier.

4. ANNEXES

Annexe 1 : Plan D'Assurance Environnemental

Nom de l'entreprise :

Lot :

Nom du responsable environnement de l'entreprise :

Nous nous engageons à faire venir notre responsable environnement à chacune des réunions de chantier à faibles nuisances pour lesquelles il sera convoqué. Il aura pour mission de faire appliquer le règlement de chantier à faibles nuisances au sein de ses équipes de chantier, le règlement de chantier à faibles nuisances faisant partie intégrante du dossier Marché.

1. Politique environnementale de l'entreprise

Spécifiez ici si votre entreprise possède des certifications ou des engagements sur le plan environnemental. Précisez vos méthodes de sensibilisation de vos ouvriers aux problématiques environnementales

2. Nuisances acoustiques

Décrivez ici les appareils que vous utilisez sur chantier et les moyens mis en place pour limiter les nuisances acoustiques (respect de la réglementation, insonorisation, etc.)

3. Pollutions et impact santé

Lister ici tous les produits et matériaux utilisés par votre entreprise. Indiquer chaque produit potentiellement dangereux et/ou polluant

Précisez ici si vous avez mis en place des dispositions visant à limiter les pollutions liées à l'utilisation de vos produits et le danger pour l'utilisateur (utilisation de kit de dépollution, stockage des produits sur des bacs de rétention, protections individuelles, etc.)

4. Déchets

Lister les déchets que vous allez produire

	Déchets Inertes	DIB (placo, plastique...)	Bois	Métal	DIS ou Déchets Dangereux
Nom déchet					

Indiquez les moyens que vous avez prévus afin de limiter la production de déchets (déchets consignés, méthodes de travail mises en place, etc.) : **SOGED (Schéma d'Organisation de Gestion et d'Élimination des Déchets)**. Préciser la méthode employée pour la gestion du tri en interne : comment les trie-t-on, comment les suit-on, quels contrôles effectue-t-on ? Qui se charge des contrôles ? Qui se charge d'informer les équipes des modalités de tri ?

Mode de traitement des déchets :

Mode d'évacuation et lieux d'évacuation et de recyclage retenus:

Taux de valorisation des déchets envisagé :

Coût estimé du traitement des déchets :

Autres :

5. Consommations d'eau et d'énergie

Spécifiez ici si vous avez mis en place des méthodes de travail permettant de diminuer votre consommation d'eau et d'énergie sur chantier.

6. Propreté du chantier

Spécifiez ici quelle sera votre organisation pour garder un chantier le plus propre possible (nettoyage, sensibilisation, etc.)

7. Modes de transport

Spécifiez ici pour chacun de vos employés, le moyen de transport utilisé pour se rendre sur le chantier (voiture, camionnette, bus, métro, covoiturage, etc.)

Annexe 2 : Description des catégories de déchets

(Source : Mieux gérer les déchets de chantier de bâtiment, FFB)

► DÉCHETS INERTES (DI)

Déchets de matériaux de construction	TYPE DE FILIÈRE
Béton, briques, tuiles et céramiques (et béton revêtu de colle amiantée) Mélanges de béton, briques, tuiles et céramiques (ne contenant pas de substances dangereuses) Verre (ne contenant pas de substances dangereuses) Mélanges bitumineux ne contenant pas de goudron Terre et cailloux, boues de dragage et ballast de voie (ne contenant pas de substances dangereuses)	Recyclage ou décharge de classe 3
Déchets de construction et de démolition en mélange ne contenant pas de substances dangereuses et ne contenant que des déchets minéraux	Recyclage ou décharge de classe 3

► DÉCHETS NON DANGEREUX ET NON INERTES (ou déchets industriels banals DIB)

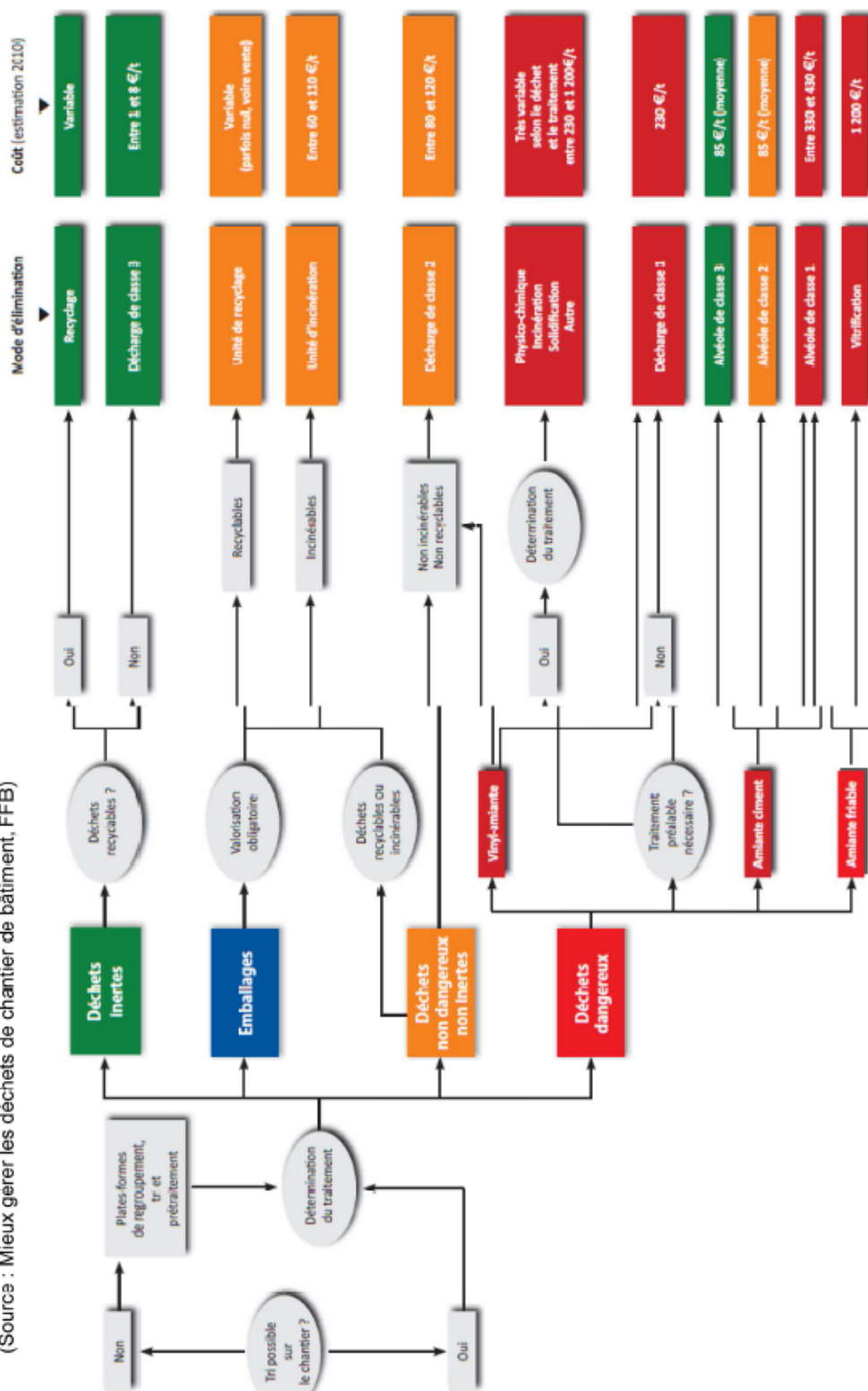
Déchets de matériaux de construction	TYPE DE FILIÈRE
Bois (non traité)	Recyclage ou valorisation énergétique ou décharge de classe 2
Matières plastiques (ne contenant pas de substances dangereuses) : menuiseries, revêtements de sol et canalisations PVC, emballages non souillés Métaux (y compris leurs alliages) : cuivre, bronze, laiton, aluminium, plomb, zinc, fer, acier, étain, métaux en mélange et câbles ne contenant pas de substances dangereuses Matériaux non minéraux d'isolation ne contenant ni amiante, ni substances dangereuses : polystyrène expansé, polyuréthane Complexe d'isolation (à base de laine minérale, panneaux isolants en verre cellulaire)...	Recyclage ou décharge de classe 2
Déchets de construction et de démolition en mélange avec des déchets non minéraux, ne contenant pas de substances dangereuses	Recyclage après tri ou décharge de classe 2
Produits de revêtement (peintures, vernis)	
Déchets de peintures et vernis ne contenant ni solvants organiques, ni substances dangereuses Boues provenant de peintures ou vernis ne contenant ni solvants organiques, ni substances dangereuses Déchets provenant du décapage de peintures ou vernis ne contenant ni solvants organiques, ni substances dangereuses Suspensions aqueuses contenant de la peinture ou du vernis, sans solvants organiques, ni substances dangereuses Déchets de produits de revêtement en poudre Déchets de colles et mastics ne contenant ni solvants organiques, ni substances dangereuses Déchets liquides aqueux contenant des colles ou mastics sans solvants organiques, ni substances dangereuses	Incinération ou décharge de classe 2 après séchage
Emballages, absorbants, chiffons d'essuyage, matériaux filtrants	
Emballages en papier/carton, en matière plastique, en bois, métalliques, composites, en verre, textiles et emballages en mélange (ne contenant pas de substances dangereuses)	Recyclage ou incinération
Absorbants, matériaux filtrants, chiffons d'essuyage et vêtements de protection non contaminés par des substances dangereuses	Incinération ou décharge de classe 2
Matériaux de construction à base de gypse	
Carreaux de plâtre, plaques de plâtre	Recyclage ou enfouissement en alvéole spécifique
Enduit plâtre	Enfouissement en alvéole spécifique

Déchets de matériaux de construction	TYPE DE FILIÈRE
Mélanges de béton, briques, tuiles et céramiques contenant des substances dangereuses Verre contenant des substances dangereuses ou contaminé par de telles substances	Recyclage après décontamination ou décharge de classe 1
Bois contenant des substances dangereuses ou contaminé par de telles substances : traité à la créosote ou aux CCA (cuivre, chrome, arsenic) ou revêtu de peinture au plomb	Incinérateur pour DD
Mélanges bitumineux contenant du goudron Goudron et produits goudronnés	Décharge de classe 1
Déchets métalliques contaminés par des substances dangereuses Câbles contenant des hydrocarbures, du goudron ou d'autres substances dangereuses Terre, cailloux, boues de dragage, ballast de voie contenant des substances dangereuses (terres polluées)	Recyclage après décontamination ou décharge de classe 1
Matériaux d'isolation contenant de l'amiante	Vitrification ou décharge de classe 1
Autres matériaux d'isolation à base de ou contenant des substances dangereuses	Décharge de classe 1
Matériaux de construction contenant de l'amiante	Alvéole spécifique de classe 1, 2 ou 3
Matériaux de construction à base de gypse (plâtre) contaminés par des substances dangereuses Déchets de construction et de démolition contenant des polychlorobiphényles – PCB (par exemple mastics, sols à base de résines, double vitrage, condensateurs contenant des PCB) ou du mercure Déchets de construction et de démolition (y compris en mélange) contenant des substances dangereuses	Recyclage après décontamination ou décharge de classe 1
Produits de revêtement (peintures, vernis)	
Déchets et boues provenant de peintures et vernis contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses Déchets provenant du décapage de peintures ou vernis contenant des solvants organiques ou autres substances dangereuses (peintures au plomb), déchets de décapants de peintures ou vernis Déchets et boues de colles et mastics contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses Déchets liquides aqueux contenant des colles ou mastics contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses Déchets d'isocyanates	Incinérateur pour DD ou décharge de classe 1 après stabilisation
Emballages, absorbants, chiffons d'essuyage, matériaux filtrants	
Emballages contenant des résidus de substances dangereuses ou contaminés par de tels résidus ou emballages métalliques contenant une matrice poreuse solide dangereuse (amiante par exemple), y compris des conteneurs à pression vides	Recyclage après décontamination ou incinérateur pour DD ou décharge de classe 1
Absorbants, matériaux filtrants, chiffons d'essuyage et vêtements de protection contaminés par des substances dangereuses	Incinérateur pour DD ou décharge de classe 1
Déchets des produits de protection du bois	
Composés organiques non halogénés, composés organochlorés, organométalliques, inorganiques et autres produits de protection du bois contenant des substances dangereuses	Recyclage ou incinérateur pour DD
Huiles et combustibles liquides usagés	
Huiles hydrauliques usagées, huiles isolantes et fluides caloporteurs usagés Huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification usagées	Recyclage après décontamination
Déchets d'explosifs	
Déchets d'explosifs (autres que munitions et feux d'artifice)	Retour fabricant

Lampes	TYPE DE FILIÈRE
Tube fluorescent (néon), lampes à LED, lampes fluo-compactes	Traitement spécialisé et recyclage
Piles et accumulateurs	
Déchets dangereux : accumulateurs au plomb ou Ni-Cd, piles contenant du mercure Déchets non dangereux : piles alcalines sans mercure, piles et accumulateurs sans mercure, sans plomb, sans Ni-Cd	
Déchets d'équipement électrique et électronique	
Matériel d'éclairage, instruments de surveillance ou de contrôle Équipement de chauffage électrique et de ventilation Équipement informatique et bureautique Outillage électrique et électronique	

Annexe 3 : Exemple d'un organigramme d'élimination des déchets

(Source : Mieux gérer les déchets de chantier de bâtiment, FFB)



Bordereau n°

Dénomination du maître d'ouvrage :	Nom du chantier :
Adresse :	Lieu :
Tél : fax :	Tél : fax :
Responsable :	Responsable :

Raison sociale de l'entreprise : Adresse : Tél : fax : Responsable :	Date : Cachet et visa :
-------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------

Destination du déchet	Centre de tri		Centre de stockage de classe 2		Valorisation
	Chaudière bois		Centre de stockage de classe 3		matière Incinération
					(UIOM)
Autre					
Désignation du déchet	Type de contenant	N°	U	capacité	Taux de remplissage
.....	1/2 3/4 plein

<p align="center">5. COLLECTEUR - TRANSPORTEUR (à remplir par le collecteur - transporteur) :</p>		<p align="center">Date :</p>
<p align="center">Nom du collecteur - transporteur</p>	<p align="center">Nom du chauffeur</p>	<p align="center">Cachet et visa :</p>
<p>.....</p> <p>.....</p>	<p>.....</p> <p>.....</p>	

Nom de l'éliminateur :		Adresse de destination (lieu de traitement)		Date :
.....			Cachet et visa :
.....			
.....		U	Quantité reçue	
.....		
Qualité du déchet:	Bon	Moyen	Mauvais	
	Refus de la benne	à Motif		

- exemplaire n° 1 à conserver par l'entreprise
- exemplaire n° 2 à conserver par le collecteur - transporteur
- exemplaire n° 3 à conserver par l'éliminateur
- exemplaire n° 4 à retourner dûment complété à l'entreprise et au maître d'ouvrage

Annexe 5 : Journal des déchets

Tableau des enlèvements de déchets

Date de sortie	Heure de sortie	N° de benne / N° du bon de sortie	Catégorie des déchets	Nature des déchets	Tonnage estimatif	Nom du transporteur	Nom de l'éliminateur	Lieu de traitement	Type(s) de traitement	% de valorisation
31/02/2013	14h03	BSD 282	DI (déchets inertes)	Gravats béton	52	Mr. benne	Mr. déchets	Centre exemple	Réutilisation et enfouissement	40 %

Tableau des retours suite à un refus de benne

Date de retour	Heure de retour	N° de benne / N° du bon	Motif de retour de benne	Nom de l'éliminateur auteur du refus	Nouveau lieu de traitement envisagé
02/04/2013	11h54	BSD 282	Présence de déchets dangereux dans la benne	Mr. Déchets 1	Mr. Déchets 2

Tableau des incidents de tri relevés

Date du contrôle	Heure du contrôle	Type d'incident de tri relevé	Action effectuée
04/04/2013	10h05	Erreur de benne	Avertissement à l'entreprise concernée / Pénalités

Annexe 6 : Tableau des valeurs acoustiques admissibles des engins de chantier

TYPE DE MATÉRIEL	PUISSANCE NETTE INSTALLÉE P_i , en kW Puissance électrique P_e (1), en kW Masse m de l'appareil, en kg Largeur de coupe L , en cm	NIVEAU ADMISSIBLE de puissance acoustique, en dB/1 pW (2)	
		Phase 1 à compter du 3 janvier 2002	Phase 2 à compter du 3 janvier 2006
Engins de compactage (rouleaux compacteurs vibrants et plaques et pilonneuses vibrantes).	$P \leq 8$	108	105
	$8 < P \leq 70$	109	106
	$P > 70$	$89 + 11 \lg P$	$86 + 11 \lg P$
Bouteurs sur chenilles. Chargeuses sur chenilles. Chargeuses-pelleteuses sur chenilles.	$P \leq 55$	100	103
	$P > 55$	$87 + 11 \lg P$	$84 + 11 \lg P$
Bouteurs. Chargeuses. Chargeuses-pelleteuses sur roues. Tombereaux. Niveleuses. Compacteurs de ramblais et de déchets, de type chargeuse. Chariots élévateurs en porte-à-faux à moteur à combustion interne. Grues mobiles. Engins de compactage (rouleaux compacteurs non vibrants). Finisseurs. Groupes de puissance hydraulique.	$P \leq 55$	104	101
	$P > 55$	$85 + 11 \lg P$	$82 + 11 \lg P$
Pelles. Monte-matériaux. Treuils de chantier. Motobineuses.	$P \leq 15$	96	93
	$P > 15$	$83 + 11 \lg P$	$80 + 11 \lg P$
Brise-béton. Marteaux-piqueurs à main.	$m \leq 15$	107	105
	$15 < m < 30$	$94 + 11 \lg m$	$92 + 11 \lg m$
	$m \geq 30$	$96 + 11 \lg m$	$94 + 11 \lg m$
Grues à tour.		$98 + \lg P$	$96 + \lg P$
Groupes électrogènes de soudage. Groupe électrogènes de puissance.	$P_e \leq 2$	$97 + \lg P_e$	$95 + \lg P_e$
	$2 < P_e \leq 10$	$98 + \lg P_e$	$96 + \lg P_e$
	$P_e > 10$	$97 + \lg P_e$	$95 + \lg P_e$
Motocompresseurs.	$P \leq 15$	99	97
	$P > 15$	$97 + 2 \lg P$	$95 + 2 \lg P$
Tondeuses à gazon. Coupe-gazon, coupe-bordures.	$L \leq 50$	96	-
	$50 < L \leq 70$	100	98
	$70 < L \leq 120$	100	-
	$L > 120$	105	-
<p>(1) La puissance électrique P_e est égale : - pour les groupes électrogènes de soudage, au courant de soudage conventionnel multiplié par le voltage de charge conventionnel pour la plus faible valeur du taux de travail donnée par le fabricant ; - pour les groupes électrogènes de puissance, à l'énergie primaire selon la norme NF ISO 8528-1 - septembre 1994, point 13.3.2. (2) Le niveau de puissance acoustique admissible est arrondi au nombre entier le plus proche (pour moins de 0,5, à l'entier inférieur ; pour 0,5 ou plus, à l'entier supérieur).</p>			

Les dispositifs d'alerte en cas de pollution accidentelle se doivent d'être les plus efficaces possibles en raison des risques engendrés pour le milieu naturel. Le but de cette procédure est de définir les étapes à suivre en cas d'accident entraînant une pollution des sols, de l'eau ou de l'air. La procédure est applicable à l'ensemble du personnel de chantier. Elle concerne tous les intervenants du chantier. Cependant un modèle plus explicite sera transmis au personnel de chantier et affiché dans le chantier.

L'accident environnemental sur chantier peut-être de plusieurs types :

- la dispersion de produits dangereux ou non dans l'air, l'eau ou les sols :
 - o produits chimiques
 - o hydrocarbures
 - o huile
 - o gaz
 - o autres liquides
- le feu par incendie ou explosion lié au caractère inflammable ou explosif de certains produits lorsqu'ils sont en contact
- la rupture de canalisations d'eau potable

En fonction du niveau de dangerosité de la pollution et de son impact sur l'environnement, les mesures mises en place diffèrent :

- si la pollution est maîtrisable, elle peut être stoppée à la source et résorbée avec des kits anti-pollution présents sur le chantier.
L'entreprise choisira un kit anti-pollution adapté à son activité. Il existe des kits de différentes capacité d'absorption en terme de volumes et de polluants (hydrocarbures, tous liquides ou produits chimiques).
- si la pollution n'est pas maîtrisable et qu'il s'agit de :
 - o une pollution d'un cours d'eau : alerter les pompiers, la DRIEE le syndicat des eaux,
 - o un feu : alerter les pompiers,
 - o un risque d'explosion : alerter la préfecture, la mairie et la gendarmerie
 - o une rupture de canalisation d'eau potable : alerter VEOLIA

Les numéros utiles en cas d'accident environnemental sur ce chantier sont les suivants :

- | | |
|---------------------------------|--------------------------|
| - Pompiers | 18 (ou 112 sur portable) |
| - Police / Gendarmerie | 17 |
| - Mairie de Choisy-le-Roi | 01 48 92 44 44 |
| - Préfecture | 01 49 56 60 00 |
| - Délégation territoriale du 93 | 01 49 81 86 04 |

